

Les crédits

système d'impôt uniforme, un nouveau régime fiscal plus juste que le régime actuel et ne comportant ni exonérations, ni exceptions. Voilà une mesure que les Canadiens nous demandent et que cette Chambre devrait envisager dès que possible. Une telle réforme devrait faire partie du présent exercice qui vise à remettre de l'ordre dans nos finances.

[Français]

M. Roger Pomerleau (Anjou—Rivière—des—Prairies, BQ): Monsieur le Président, j'ai écouté moi aussi avec beaucoup d'attention le discours de mon honorable collègue. Comme tous ceux qui ont parlé aujourd'hui—je suis ici depuis ce matin, mais je ne suis pas intervenu—je pense effectivement que la situation canadienne est extrêmement difficile actuellement.

Je pense également que le gouvernement qu'on a devant nous étudie, organise des commissions, propose des rapports, remet à demain, et les discours du ministre des Finances, on les entend depuis 20 ans. Ce sont les mêmes discours, on pourrait les reprendre, les retranscrire, c'est exactement la même chose.

Nous avons deux partis d'opposition ici en Chambre. D'un côté, le Bloc québécois propose quelque chose de précis: revoir complètement la fiscalité canadienne. Nous croyons sincèrement que s'il n'y a pas de refonte de la fiscalité canadienne, on ne va nulle part.

D'un autre côté, nos amis les réformistes prétendent qu'il faut vraiment sabrer là où cela compterait, c'est-à-dire dans les programmes sociaux. Je ne crois pas, contrairement à mes amis libéraux, que les réformistes soient de méchantes personnes. Je pense qu'ils font une analyse économique sérieuse quand ils disent cela.

• (1630)

[Traduction]

Le Parti réformiste et le Bloc québécois pensent que si nous ne faisons rien, le Canada sera très bientôt acculé à la faillite. Il faut donc agir dès maintenant.

J'aimerais poser à mon collègue une question de nature économique. La plupart des gens savent que nous désirons la souveraineté du Québec et que nous croyons sincèrement que ce projet se réalisera d'ici quelques mois.

La majorité des Canadiens souscrivent à deux fausses idées concernant le Québec. D'abord, ils croient que nous sommes tous des fauteurs de troubles sur le plan politique puisque nous ne sommes jamais satisfaits de ce que nous obtenons. Ensuite, ils croient que nous recevons du Canada beaucoup plus d'argent que nous en versons dans le Trésor fédéral. Bien des gens accordent foi à ces deux suppositions.

Je voudrais donc poser à mon collègue la question suivante: Ne croit-il pas que la souveraineté du Québec pourrait faire partie de la solution pour le Canada, à condition bien entendu que le Québec assume sa juste part de la dette et reçoive sa juste part des actifs du Canada? Voilà exactement ce que nous avons l'in-

tention de faire; alors ne serait-ce pas là une partie de la solution pour le Canada?

M. Mills (Red Deer): Monsieur le Président, nous approuvons certes beaucoup de choses qui ont été dites.

Ce qui est encore plus important, c'est qu'en visitant le Québec à plusieurs reprises, j'ai appris que les problèmes du Québec sont les mêmes que ceux de l'Alberta ou de toute autre province du Canada. Nous sommes tous pareils. Nous sommes préoccupés par la dette et le déficit, par la criminalité. Nous sommes préoccupés par exactement les mêmes choses. Le premier mythe que nous devrions dissiper, c'est qu'il existe une différence entre nous, alors que ce n'est pas le cas.

Les gens de ma région ne détestent pas ceux du Québec. Les Québécois ne détestent certainement pas les Albertains. Nous devons dissiper ce mythe s'il existe.

Sur le plan économique, je crois fermement que, dans la négociation d'échanges commerciaux à l'échelle mondiale, comme nous le faisons activement en tant que membres du Groupe des Sept, plus l'unité sera grande, plus nous en retirerons des avantages.

J'espère que les Québécois regardent l'ensemble du tableau. Comme je l'ai dit à plusieurs reprises à la Chambre, nous allons devenir une unité commerciale des Amériques. Les Amériques du Nord et du Sud forment une unité commerciale. Plus l'unité est petite, plus il nous sera difficile d'établir nos budgets et d'assurer le bien-être de nos concitoyens.

Je pense réellement qu'il faut regarder l'ensemble du tableau, à savoir que l'Union européenne aura une monnaie commune et resserrera ses liens, et que les sept tigres de l'Orient et les Amériques lui emboîteront le pas. Au lieu de penser à de petites unités, nous devrions penser à de grandes unités, gages du succès de notre pays. C'est le meilleur pays au monde et nous devons le dire aux Québécois.

Mme Jane Stewart (Brant, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureuse de participer au débat sur la motion présentée par le député de Capilano—Howe Sound.

En tant que membre du Comité permanent des finances, j'accorde, depuis plus d'un an, une attention toute particulière aux sujets de la motion, et il y a à cela une raison. C'est que le gouvernement comprend et prend très au sérieux la situation financière du Canada et il entend gérer le déficit et la dette de façon réfléchie, dans le respect des besoins et des intérêts des Canadiens.

Nous nous acquittons de cette responsabilité de façon très dynamique. Je voudrais justement parler de la façon dont s'y prend le gouvernement.

L'année dernière, lorsque le ministre des Finances a invité tous les députés à la Chambre à participer au tout premier débat prébudgétaire. Il nous avait invités à lui faire part, à la Chambre, des préoccupations, des questions, des stratégies et de la volonté de nos électeurs.